

VERS DES POLITIQUES DE DEMARCHANDISATION¹ ?

Bernard PERRET

L'épuisement du processus de marchandisation

Pour expliquer une panne de la croissance qu'ils n'avaient pas vu venir, les économistes invoquent un ensemble de causes telles que le ralentissement de l'innovation, le vieillissement de la population, le passage à une économie de service ou la hausse du prix de l'énergie. Ces facteurs jouent un rôle, mais leur simple addition ne permet pas de comprendre le caractère systémique et la portée historique du phénomène. J'ai pour ma part une vision plus radicale : la crise de notre modèle de développement résulte d'un épuisement du « cœur du réacteur » de l'économie capitaliste, à savoir le mécanisme de transformation des besoins en marchandises et en profits financiers. Pour un ensemble de raisons qui font système, ce mécanisme opère avec une efficacité décroissante. En résumé, les biens qui tendent à prendre davantage d'importance dans la vie des gens – qualité de l'environnement, sécurité, information, soins médicaux et sociaux, etc. - ne sont pas des marchandises, au sens de biens appropriables, substituables et monnayables. Leur production s'intègre donc mal dans un processus d'accumulation capitaliste auto-entretenu. Pour étayer cette affirmation, je me contenterai ici de mentionner quatre points que le manque de place ne permet pas de développer :

- Les biens rares autour desquels va devoir s'organiser l'activité sociale ne sont plus ceux que le travail humain peut produire, ce sont les ressources vitales fournies gratuitement par la nature (climat, sol, ressources minérales, biodiversité). Or, ces biens ne sont pas des marchandises, comme le montre l'impossibilité de « donner un prix à la nature² ».
- Notre économie est dominée par l'information, mais celle-ci n'a pas vocation à être traitée comme une marchandise. D'où l'impact paradoxalement déflationniste des nouvelles technologies (et en particulier d'Internet) – le fait qu'elles aboutissent à des baisses de prix et au développement de la gratuité, plus souvent qu'à la création de nouvelles marchandises monnayables.
- Le cas des soins aux personnes illustre de manière paradigmatique le fait qu'un bien utile peut ne pas être apte à nourrir une dynamique de croissance. Les services relationnels dont la finalité est d'améliorer la qualité de la vie (santé, activités liées à la sécurité des personnes, culture, etc.) ont un caractère tendanciellement « improductif ». Or, leur poids relatif augmente dans une société riche et vieillissante.
- Pour faire bonne mesure, observons que la monétarisation de la vie sociale s'accompagne d'un accroissement du poids des dépenses contraintes et compensatoires (ce qu'on pourrait appeler la « mauvaise graisse » de la croissance), ce qui aggrave le divorce entre la logique de la croissance capitaliste et la dynamique des besoins sociaux.

La démarchandisation comme production, valorisation et mise en circulation de « non-marchandises »

¹ Ce texte résume une partie des thèses de mon livre *Au-delà du marché. Les nouvelles voies de la démarchandisation*, Les Petits matins et Institut Veblen, 2015.

² Cf. Jean Gadrey et Aurore Lalucq, *Faut-il donner un prix à la nature ?*, Les Petits matins et Institut Veblen, 2015.

Ceux qui partagent le constat d'un épuisement de la croissance s'accordent facilement sur une liste de valeurs post-matérialistes - convivialité, solidarité, épanouissement personnel et réconciliation avec la nature, etc. - à mettre au cœur d'une nouvelle conception du progrès social. Le développement de nouveaux indicateurs de richesse (bien-être, qualité de la vie, etc.) témoigne du fait que ces idéaux sont suffisamment présents dans la société pour que leur transformation en objectifs concrets et mesurables soit à l'ordre du jour. Mais identifier et mesurer de nouvelles richesses ne suffit pas, il faut dire comment ces « non-marchandises » seront produites, évaluées et redistribuées à travers de nouvelles formes d'activité sociale.

Il existe d'ores et déjà de multiples formes de valorisation sociale des non-marchandises. Le plus significatif est leur diversification récente à travers un grand nombre d'innovations sociales et de pratiques économiques émergentes : économie sociale et solidaire, production collaborative (de Wikipedia aux *fab-labs*), échanges gratuits et pair à pair via Internet, économie de la fonctionnalité (utilisation des biens matériels comme supports mutualisés de production de service, sur le modèle Vélib), économie circulaire (réemploi, recyclage...). Ces pratiques relèvent de logiques diverses et toutes ne sont pas vertueuses du point de vue social et écologique, mais elles ont en commun de reposer sur la mobilisation et/ou la valorisation de non-marchandises. J'emploie à dessein le mot *démarchandisation* dans un sens plus large que celui consacré par la littérature économique³. La *démarchandisation* est d'abord ici une *démonétarisation* ; elle renvoie au *développement de la gratuité et des échanges non monétaires* (notamment à travers Internet), à l'auto-production et à la mutualisation des biens. Par extension, la *démarchandisation* inclut également la production volontaire d'externalités positives, sociales ou environnementales. Dans tous les cas, elle implique une *évaluation socialisée et non monétaire*. Les agents économiques sont conduits à évaluer les biens de manière substantielle et contextualisée – c'est à dire *en fonction de leur rareté physique, de leur valeur d'usage et/ou de leur utilité sociale dans un contexte donné*, et non plus seulement en fonction d'un prix de marché. Du point de vue de l'organisation productive, la *démarchandisation* se traduit par le *développement de la coopération, de la coproduction et par une mobilisation plus intensive du contexte social* (les réseaux sociaux créateurs de confiance mutuelle).

Une nouvelle stratégie de développement fondée sur la réduction des besoins marchands

Les innovations évoquées ci-dessus - et en particulier les activités hybrides combinant des logiques marchandes et non marchandes - apportent les briques conceptuelles nécessaires pour bâtir une stratégie de *démarchandisation*, seule voie possible pour découpler le bien-être et la croissance marchande. Outre l'encouragement de ces innovations, une stratégie de développement social post-croissance devrait chercher à réduire les besoins monétaires et à intensifier la circulation des non-marchandises, en visant des objectifs tels que :

L'allongement de la durée de vie des biens (au moyen de normes techniques et de contraintes réglementaires),

- la réduction des besoins monétaires des ménages, et en particulier les ménages à faibles ressources, à travers des mesures telles que : l'information sur le coût d'usage des biens, la tarification progressive de l'eau et de l'électricité, un aménagement de l'espace et une organisation des transports et services collectifs rendant possible une vie sans voiture, etc.
- La lutte contre le coût et les nuisances de la publicité (par exemple par l'interdiction de la publicité à domicile non sollicitée)

³ Rappelons que, pour Esping-Andersen (Esping-Andersen 1990), la *démarchandisation* renvoie à la réduction de la dépendance des individus vis-à-vis du marché grâce au système de protection sociale.

- La mobilisation du secteur public au service de l'innovation écologique et sociale (achat public, mutualisation de certains équipements, critères d'évaluation des décisions publiques, etc.)

Il ne faut pas se cacher le fait qu'une stratégie de démarchandisation pèserait négativement sur les recettes fiscales et aboutirait à réduire les moyens d'action de l'État. La seule réponse cohérente à cette difficulté consisterait à *démonétariser partiellement le service public lui-même*. C'est à dire, concrètement, répondre aux besoins collectifs par d'autres moyens que la dépense publique et la création d'emplois de fonctionnaires. Au-delà du service civique (dont la relance est d'ores et déjà envisagée en France), cela renvoie au développement d'un service public collaboratif misant sur la propension des citoyens à contribuer librement au bien commun.

De toute évidence, la mise en œuvre de ces différentes mesures serait facilitée par une politique d'aménagement du temps conçue pour faciliter la pluralisation de l'activité. Dans le cadre d'une *écologie des temps sociaux*, il conviendrait en particulier d'organiser la transition travail-retraite et l'activité sociale des retraités.

Rien de tout cela n'est vraiment nouveau. Le plus souvent, cependant, les mesures de ce type n'ont qu'une place marginale dans les politiques et dans le débat public. Elles sont considérées comme secondaires au regard des mesures à fort impact financier immédiat (fiscalité, subventions, investissements...). La nouveauté de la proposition esquissée ici réside dans un changement de perspective : sans négliger l'enjeu des politiques classiques de réduction des inégalités, il s'agirait de viser en priorité une déconnexion du bien-être de la croissance économique. Au plan politique, avancer dans cette direction suppose un saut qualitatif dans le fonctionnement de la démocratie (co-construction des politiques publiques, gouvernance participative des communs, capacité à mieux prendre en compte le non monétaire dans les processus de décision et de négociation). Inscrites dans une telle perspective, les mesures évoquées ci-dessus pourraient être les leviers d'une transformation globale du système économique et de la société.

Bernard Perret
Février 2016